

INSERTION

Offrir des opportunités pour les jeunes et les filles



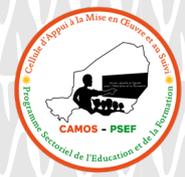
Élève en situation de classe / Région de Maradi

L'insertion des jeunes est une problématique qui se pose au gouvernement du fait de l'extrême jeunesse de la population nigérienne. En effet, des milliers de diplômés et d'autres jeunes déscolarisés en âge de travailler arrivent sur le marché de l'emploi. La problématique se pose avec beaucoup d'acuité pour l'insertion des jeunes filles, dans un environnement où sévissent encore des préjugés et autres pesanteurs culturelles sur la femme.

Devant l'incapacité de la fonction publique d'absorber tous ces jeunes diplômés, l'État est dans l'obligation de trouver une alternative pour leur insertion dans le tissu socio-économique. Dans le cadre du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF), le ministère des Enseignements professionnels et techniques a, grâce aux ressources du Fonds Commun Sectoriel de l'Éducation (FCSE), procédé en 2019 à la formation de 40 points focaux, issus de toutes les régions du pays et du niveau central, sur l'approche Genre. À travers ces formations, les 40 points focaux ont été sensibilisés sur l'approche genre et les techniques de plaidoyer et de communication. Ces points focaux seront par la suite chargés de transférer les connaissances acquises vers les autres acteurs locaux.

Concrètement, en 2019 trois (3) actions de formation initiale professionnelle (FIP) de courte durée ont été menées au profit de 60 jeunes apprenants dont 40% de filles et 5% de personnes en situation de handicap. Ces formations ont été assurées par trois (3) établissements privés.

Ainsi, des équipements ont été acquis et mis à la disposition de ces trois (3) centres. Il s'agit de l'Institut Nigérien d'Informatique et de Maintenance Electronique (INIME) à Niamey pour la filière menuiserie métallique; le Centre de Formation en stylisme/Modélisme (CFS/M) à Niamey pour la filière Couture et l'Institut Privé de



Formation (IPF MAZA YAKI) à Dosso pour la filière maraîchage. En contrepartie des équipements mis à leur disposition, le MEP/T propose aux établissements bénéficiaires la formation, en une ou plusieurs vagues, des groupes d'apprenants.

Il s'agit, à travers cette dynamique, de désacraliser certains mythes et préjugés sociaux qui réservent certains métiers exclusivement aux hommes et d'autres aux femmes, réduisant ainsi le champ d'opportunités pour les filles. Cette situation fait apparaître qu'au niveau de l'EFPT, l'on assiste à une reconduction des rôles traditionnellement attribués aux filles et aux femmes, qui renforce leur statut de « femme au foyer » .

En effet, les données de l'annuaire statistique 2017-2018 du MEP/T montrent que les filles sont majoritaires dans le secteur tertiaire. Mais force est de constater que c'est une majorité qui cache des disparités car elles sont majoritaires au sein des Centre de formation aux métiers (CFM), particulièrement dans la filière économie familiale où elles représentent 66% des apprenants, alors que dans les secteurs industriel et primaire elles ne représentent respectivement que 7% et 28% de l'effectif total.

L'objectif visé est d'améliorer l'égalité de genre en matière de formation professionnelle en donnant aux filles et aux garçons les mêmes chances d'être formés, mais aussi des chances égales de développer leurs talents et de s'insérer, en les soumettant à des méthodes d'enseignement et des programmes qui sont exempts de stéréotypes.

Dans le cadre des financements du FCSE, plusieurs activités ont été organisées notamment dans la région de Tahoua où des ateliers de sensibilisation sur « l'importance d'inscrire les filles dans les filières industrielles » ont été organisés dans tous les chefs-lieux des douze départements en présence des acteurs locaux de toutes les communes (Maires, Leaders religieux, Chefs Traditionnels, Conseil des jeunes, Association des Parents d'Élèves, Association des Mères Éducatrices, Chefs des centres et établissements, représentants des syndicats œuvrant dans le secteur, enseignants.....).

La région de Dosso a organisé des foras aux métiers dans toutes les communes, alors que la région de Niamey a initié des actions de formation en entrepreneuriat au profit de 155 jeunes dont 24 jeunes filles.



Bénéficiaire de formation en cuisine / Région de Maradi

D'ores et déjà, d'autres programmes de formation et d'insertion sont exécutés avec l'appui d'autres partenaires. Ainsi d'après la Direction générale de l'orientation et de l'insertion des jeunes, ces programmes ont concerné 571 jeunes filles en 2016 ; 1 700 filles en 2017; 1 500 en 2018 ; 1 558 en 2019 et 2 000 en 2020.

C'est dire que les ressources du FCSE permettront d'étendre le programme à un plus grand nombre de jeunes et de filles à travers le pays et en particulier à ceux vivant en milieu rural. Ceci contribuera à réduire le chômage, à doter les filles de compétences, à leur créer des opportunités, renforçant ainsi leur autonomie. La mise en œuvre de ce programme de formation et d'insertion contribuera aussi à la maîtrise de la démographie, une autre préoccupation du gouvernement.



Bénéficiaires de formation en cuisine / Région de Maradi

Dans un contexte mondial caractérisé par la rareté des ressources, le Niger et ses partenaires ont su mettre en place un mécanisme et un outil de financement, aligné sur les priorités nationales : le Fonds Commun Sectoriel de l'éducation (FCSE). Créé le 5 juillet 2017, le FCSE regroupe les contributions des partenaires techniques et financiers (Coopération Suisse, Coopération Luxembourgeoise, l'Agence Française de Développement et l'UNICEF). Il est destiné aux six (6) ministères en charge de l'éducation pour mettre en œuvre les activités du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation professionnelle (PSEF).